

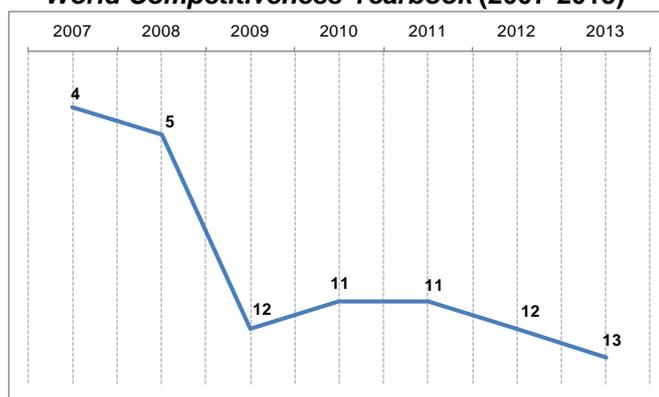
## IMD World Competitiveness Yearbook 2013

### Compétitivité de l'économie luxembourgeoise : une tendance à la dégradation qui se confirme

Cette année, le *World Competitiveness Yearbook*<sup>1</sup> (WCY) classe le Luxembourg au 13<sup>e</sup> rang mondial des économies les plus compétitives parmi 60 pays, soit un recul d'un rang par rapport à l'année précédente. Le Luxembourg ne parvient donc toujours pas à rétablir son positionnement des années 2007 et 2008 (4<sup>e</sup>/5<sup>e</sup> rang mondial), s'éloignant par ailleurs davantage du top 10. Une analyse détaillée du classement luxembourgeois révèle que la situation du marché de l'emploi et des finances publiques - des atouts traditionnels du Grand-Duché - s'érodent depuis plusieurs années. D'autres indicateurs de performance de l'économie luxembourgeoise demeurent relativement robustes, bien qu'influencés par des grandeurs volatiles telles que la valeur des actifs sous gestion du secteur financier ou les montants des Investissements Directs Etrangers (IDE).

Aux yeux de la Chambre de Commerce, les décideurs luxembourgeois se doivent d'agir afin de ne pas voir l'écart se creuser entre le Luxembourg et les pays les plus performants en matière, par exemple, de compétitivité-coûts, d'accès au crédit pour les PME, de simplification administrative, d'équité intergénérationnelle (pensions) et de finances publiques. Le caractère urgent des réformes structurelles est davantage renforcé suite aux perspectives macro-économiques pour le moins déprimées (voir l'encadré ci-après).

Evolution du classement général de l'économie luxembourgeoise dans le *World Competitiveness Yearbook* (2007-2013)



En 2013, les pays les plus performants du classement IMD sont les Etats-Unis, la Suisse et Hong Kong, en ligne avec les années précédentes. Les « grands perdants » du classement depuis les 15 dernières années, selon l'IMD, sont les pays européens, dont le Luxembourg, à l'exception de la Suède, la Norvège et l'Allemagne, classées cette année aux rangs 4, 6 et 9 respectivement. Les Pays-Bas, la France et la Belgique se positionnent respectivement aux 14<sup>e</sup>, 26<sup>e</sup> et 28<sup>e</sup> rangs, et donc derrière le Luxembourg.

<sup>1</sup> Le classement du *World Competitiveness Yearbook* (WCY) 2013 publié par l'institut suisse IMD (*International Institute for Management Development*) repose tant sur des indicateurs statistiques que sur l'opinion des décideurs économiques et des dirigeants d'entreprises. Au Luxembourg, l'enquête auprès des entreprises est coordonnée par la Chambre de Commerce.

## Des perspectives économiques mitigées

Le 29 mai 2013, l'OCDE a procédé à la publication de ses perspectives économiques pour l'année 2013 en cours ainsi que pour l'année 2014. En ce qui concerne le Luxembourg, le tableau reproduit ci-dessous donne un aperçu quant à l'évolution attendue des principaux agrégats macro-économiques.

Il est à noter que, eu égard aux prévisions de croissance économique, les experts de l'OCDE sont moins optimistes que ne l'a été, le 21 mai, le STATEC dans sa dernière « Note de conjoncture ». Ainsi, en 2013, le PIB luxembourgeois ne devrait croître qu'à concurrence de 0,8% (contre 1,0% d'après le STATEC). En 2014, la reprise économique serait d'ailleurs moins forte, d'après l'OCDE, ne s'élevant qu'à 1,7% (contre une croissance de 2,3% d'après le STATEC).

Les experts de l'OCDE estiment par ailleurs que « *des réformes structurelles qui renforcent les incitations au travail, réduisent les obstacles à la concurrence et améliorent le système éducatif augmenteraient la croissance potentielle* ». Cette analyse est en ligne avec celle proposée à travers l'étude IMD.

L'OCDE conclut son analyse en notant que « *les risques sont essentiellement orientés à la baisse* » ; faisant en sorte que les perspectives de croissance proposées sont à considérer comme étant la borne supérieure de ce qui peut être attendu.

	2009	2010	2011	2012	2013	2014
	Prix courants milliards d'€	Pourcentages de variation, en volume (prix de 2005)				
<b>PIB aux prix du marché</b>	36.0	2.9	1.7	0.3	0.8	1.7
Consommation privée	12.2	2.2	2.4	1.7	1.1	2.3
Consommation publique	6.3	3.1	1.6	4.9	2.7	2.0
Formation brute de capital fixe	6.9	6.8	10.2	7.0	5.6	0.6
Demande intérieure finale	25.4	3.7	4.3	4.0	2.9	1.8
Variation des stocks <sup>1</sup>	- 0.7	3.8	1.4	-0.8	-1.4	0.0
Demande intérieure totale	24.7	9.2	6.7	2.7	0.7	1.8
Exportations de biens et services	58.7	6.9	6.0	-2.5	2.8	2.1
Importations de biens et services	47.4	12.1	8.6	-2.7	1.6	2.2
Exportations nettes <sup>1</sup>	11.4	-4.7	-1.7	-0.5	2.7	0.5
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	7.6	5.1	3.8	2.2	0.7
Prix à la consommation harmonisé (indice)	—	2.8	3.7	2.9	1.8	1.7
Déflateur de la consommation privée	—	1.7	2.6	2.2	1.0	1.2
Taux de chômage	—	5.8	5.6	6.1	6.7	6.7
Solde des administrations publiques <sup>2</sup>	—	-0.9	-0.2	-0.8	-0.7	-0.6
Dette brute des administrations publiques <sup>2</sup>	—	25.8	25.9	28.4	30.4	32.0
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht <sup>2</sup>	—	19.2	18.3	20.8	22.8	24.4
Balance des opérations courantes <sup>2</sup>	—	8.2	7.1	5.6	4.1	5.5

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. En pourcentage du PIB.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 93.

Source des citations et du tableau : OCDE – « Perspectives économiques de l'OCDE », mai 2013, pages 160 à 162.

Quatre piliers principaux, eux-mêmes composés de sous-piliers comprenant plus de 300 indicateurs, forment la base du classement IMD, à savoir les **piliers de performances économiques, d'efficacité et d'efficience des pouvoirs publics, d'environnement des affaires et de qualité des infrastructures**.

Le premier pilier des performances économiques est traditionnellement le pilier le plus fort du Grand-Duché. Cette année, le pays gagne un rang dans ce pilier, passant de la 6<sup>e</sup> à la 5<sup>e</sup> place (contre toutefois une 2<sup>e</sup> place encore en 2005), largement grâce à la valeur des actifs sous gestion présents au Grand-Duché (indicateur « *portfolio investment assets* ») qui, en hausse, propulse (+52 rangs) le Luxembourg à la 3<sup>e</sup> place de cet indicateur IMD (contre une 55<sup>e</sup> place l'année précédente). Ce résultat est à accueillir avec prudence étant donné la grande volatilité de l'indicateur en question. De leur côté, les Investissements Directs Etrangers (IDE) placés dans le pays, également volatils dû au poids important du secteur financier par rapport aux autres secteurs, demeurent élevés comparés aux autres économies du classement IMD. Par contre, l'emploi et le chômage se détériorent nettement en 2013, soulignant la nature structurelle de la situation dégradée du marché de l'emploi. Ainsi, l'indicateur de création d'emploi (« *employment growth* ») perd 5 rangs, passant de la 12<sup>e</sup> à la 17<sup>e</sup> place, et les indicateurs de chômage à long terme et des jeunes chutent de 4 et 6 rangs respectivement (soit de la 14<sup>e</sup> à la 18<sup>e</sup> place et de la 24<sup>e</sup> à la 30<sup>e</sup> place respectivement). Contrairement aux indicateurs influencés par le secteur financier, aucun revirement majeur à la hausse n'est à espérer dans le sous-pilier relatif au marché de l'emploi. La tendance demeurera à la dégradation tant que des politiques fortes d'amélioration de la compétitivité ne seront pas déployées. *In fine*, le Luxembourg ne parvient guère à améliorer son classement en matière de compétitivité-coût, en raison notamment d'une 31<sup>e</sup> place due au niveau trop élevé de l'inflation ou encore du coût des loyers (43<sup>e</sup> place).

Le Luxembourg passe de la 16<sup>e</sup> à la 18<sup>e</sup> place dans le 2<sup>e</sup> pilier, dit d'« efficacité et d'efficience des pouvoirs publics », contre une 5<sup>e</sup> place en 2005. C'est le sous-pilier des finances publiques qui fait chuter le classement du Grand-Duché dans ce pilier, en passant de la 13<sup>e</sup> place en 2012 à la 17<sup>e</sup> place en 2013 (-4 rangs, ou encore -9 rangs par rapport à une excellente 2<sup>e</sup> place en 2005). Dans ce sous-pilier, 10 indicateurs sur 12 sont en plus ou moins forte baisse : à noter, la perte de 12 rangs de l'indicateur de la soutenabilité des pensions, soit de la 27<sup>e</sup> à la 39<sup>e</sup> place, ou encore, la chute de 49 rangs de l'indicateur de croissance de la dette publique (« *total general government debt-real growth* »). Ce dernier passe de la 6<sup>e</sup> à la 55<sup>e</sup> place en 2013, illustrant le fait que le Luxembourg s'endette comparativement plus vite (évolution relative) par rapport à la plupart des autres pays repris au classement IMD. Pour rappel, la dette publique luxembourgeoise devrait quadrupler entre 2007 et 2016 selon le dernier Programme de stabilité et de croissance du pays. Enfin, les performances des autres sous-piliers composant le 2<sup>e</sup> pilier d'efficacité et d'efficience des pouvoirs publics, à savoir les sous-piliers de politique fiscale, de cadre institutionnel et sociétal ainsi que de législation économique favorable demeurent relativement stables par rapport à l'année précédente. Or, une amélioration aurait été appréciée par les entreprises, notamment en matière de procédures administratives, les indicateurs afférents ayant accusé une lourde chute lors des deux classements précédents.

Le Luxembourg perd 4 rangs, passant de la 12<sup>e</sup> à la 16<sup>e</sup> place, au niveau du pilier 3 d'environnement des affaires, contre une 4<sup>e</sup> place en 2005. En cause : les pertes de 4 à 13 rangs des sous-piliers « *Management Practices* » (de la 15<sup>e</sup> à la 19<sup>e</sup> place), « *Attitudes and Values* » (de la 29<sup>e</sup> à la 34<sup>e</sup> place) et « *Labor Market* » (de la 16<sup>e</sup> à la 29<sup>e</sup> place). Concernant les « *Attitudes and Values* », la Chambre de Commerce relève le dangereux repli de 10 places au niveau de l'indicateur captant les attitudes envers la globalisation ou encore l'affaissement (recul de 13 places pour désormais loger à la 26<sup>e</sup> place) pour ce qui est de l'image de marque du pays à l'étranger. La chute de 13 rangs du sous-pilier dédié au marché de l'emploi est due aux sept indicateurs de perception de disponibilité de main d'œuvre suffisamment qualifiée, qui accusent des pertes de 3 à 6 rangs, par exemple en matière de disponibilité de main d'œuvre dans le

secteur financier (-3 rangs), d' « attraction et de rétention de talents » (-4 rangs), ou encore quant à la disponibilité de managers expérimentés (-5 rangs) sur le marché de l'emploi.

Finalement, le Luxembourg se maintient à la 23<sup>e</sup> place au niveau du quatrième pilier relatif à la qualité des infrastructures, contre une 17<sup>e</sup> place en 2005. Le sous-pilier des infrastructures technologiques gagne 2 rangs cette année, passant de la 20<sup>e</sup> à la 18<sup>e</sup> place. Les progrès réalisés en matière de sécurité informatique et de connexion, à travers les nouvelles technologies de l'information et de la communication, ainsi qu'en matière de coopération technologique entre les acteurs tant du secteur privé que public sont salués par les auteurs de l'étude IMD.

\* \* \* \* \*

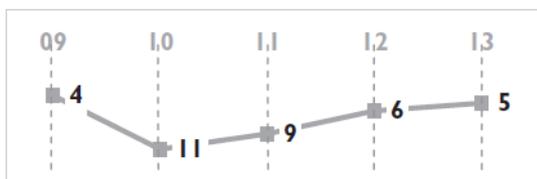
## Annexe

Avec plus de 300 indicateurs différents recueillis pour chacun des 60 pays analysés, une certaine prudence prévaut dans l'interprétation des classements annuels de l'IMD. En effet, la pertinence de certains indicateurs peut dépendre de spécificités nationales qui se prêtent parfois mal à un exercice de comparaison. Néanmoins, le classement IMD demeure un outil utile à la prise de décision pour les décideurs politiques des pays concernés puisqu'il permet de visualiser rapidement les forces et faiblesses de chacune des dimensions-clés de leur compétitivité économique. La comparaison peut se faire à la fois dans l'espace (entre le Luxembourg et d'autres géographies) et dans le temps (performances du Luxembourg au fil des années). De manière générale, deux sortes d'indicateurs peuvent être identifiées : les indicateurs d'input (par exemple, investissements en infrastructures en pourcentage du PIB) d'une part, et les indicateurs d'output (par exemple, croissance du PIB) d'autre part. Les indicateurs d'input sont les indicateurs les plus à même d'être influencés par les décideurs politiques tandis que les indicateurs d'output reflètent, dans une certaine mesure, les résultats de ces décisions.

### **Classement des 20 premières économies du rapport IMD 2013**

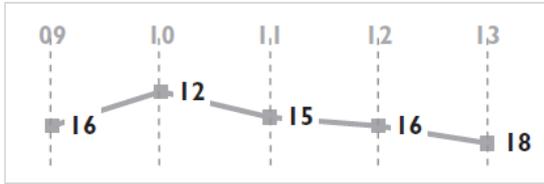
Rank 2013	Rank 2012	Rank 1997	Country
1	2	1	USA
2	3	12	Switzerland
3	1	3	Hong Kong
4	5	19	Sweden
5	4	2	Singapore
6	8	5	Norway
7	6	6	Canada
8	16	-	UAE
9	9	16	Germany
10	10	-	Qatar
11	7	18	Taiwan
12	13	13	Denmark
13	12	8	Luxembourg
14	11	4	Netherlands
15	14	14	Malaysia
16	15	15	Australia
17	20	20	Ireland
18	20	9	United Kingdom
19	19	25	Israel
20	17	7	Finland

### **ECONOMIC PERFORMANCE**



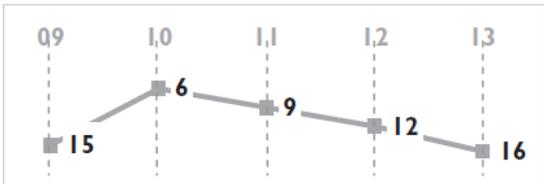
<b>Sub-Factor Rankings :</b>	<b>2012</b>	<b>2013</b>
Domestic Economy	23	25
International Trade	4	6
International Investment	4	3
Employment	9	17
Prices	32	29

## GOVERNMENT EFFICIENCY



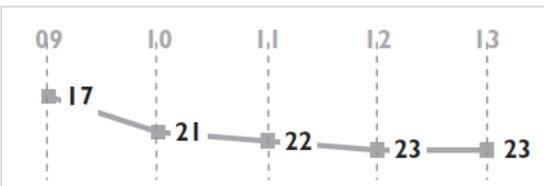
Sub-Factor Rankings :	2012	2013
Public Finance	13	17
Fiscal Policy	34	34
Institutional Framework	19	20
Business Legislation	20	19
Societal Framework	13	14

## BUSINESS EFFICIENCY



Sub-Factor Rankings :	2012	2013
Productivity & Efficiency	13	12
Labor Market	16	29
Finance	5	5
Management Practices	15	19
Attitudes and Values	29	34

## INFRASTRUCTURE



Sub-Factor Rankings :	2012	2013
Basic Infrastructure	28	28
Technological Infrastructure	20	18
Scientific Infrastructure	25	23
Health and Environment	15	16
Education	18	19